



DIVISION
DES DROITS DES PALESTINIENS

QUINZIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION
DE PALESTINE

Thème : "Les droits inaliénables du peuple palestinien"

Office des Nations Unies à Nairobi
18-22 août 1986

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 2	3
I. DECLARATIONS LIMINAIRES	3 - 39	3
II. GROUPES D'ETUDE	40 - 97	9
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	98 - 110	20

Annexes

I. MESSAGE ADRESSE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE	23
II. REMERCIEMENTS	24
III. LISTE DES PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS	25

INTRODUCTION

1. Le quinzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, intitulé "Les droits inaliénables du peuple palestinien", et organisé conformément à la résolution 40/96 B de l'Assemblée générale, s'est déroulé à l'Office des Nations Unies à Nairobi du 18 au 22 août 1986. Les participants ont tenu sept séances et entendu 13 communications sur divers aspects de la question de Palestine.
2. Le Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien était représenté par une délégation composée de MM. Massamba Sarré (Sénégal), Président du Comité, Noel G. Sinclair (Guyana), Gerhard Richter (République démocratique allemande), et Zedhi L. Terzi (Organisation de libération de la Palestine). Le Séminaire était présidé par M. Sarré; M. Richter était le Rapporteur.

I. DECLARATIONS LIMINAIRES

3. Le Séminaire a été ouvert par M. Mweu, Ministre des affaires étrangères adjoint de la République du Kenya. Dans son allocution, M. Mweu a rappelé que le peuple kényen, sous la conduite avisée et dynamique du Président Daniel arap Moi, n'avait cessé de défendre les droits nationaux des Palestiniens, qui luttèrent pour vivre dans la paix et la sécurité. Etant donné l'évolution récente de la situation au Moyen-Orient, dont la stabilité et la sécurité étaient étroitement liées à celles de l'Afrique, il était indispensable que la communauté internationale travaille résolument à ramener la paix dans cette région troublée, paix qui, pour être durable, devait être intégralement fondée sur la justice et l'autorité de la loi.
4. Le Kenya et l'Organisation de libération de la Palestine avaient une position commune dans les différentes instances internationales, notamment à l'ONU. De plus, ils éprouaient la même aversion pour l'inhumain système d'apartheid pratiqué par l'Afrique du Sud et le procédé consistant à s'emparer par la force de territoires d'autres pays et ils s'y opposaient avec vigueur, l'un et l'autre. Ils condamnaient toujours le malfaisant régime sud-africain qui continuait de défier la communauté internationale alors qu'elle demandait de toutes parts qu'il soit mis fin à l'apartheid.
5. Le Kenya et l'OLP avaient toujours eu des relations chaleureuses, qui continuaient de se développer, entretenues par un esprit de fraternité. Le Kenya considérait l'OLP comme le seul représentant authentique du peuple palestinien et lui avait accordé le 4 octobre 1980 la pleine reconnaissance diplomatique. Il continuait à défendre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, à la souveraineté et à un Etat indépendant et estimait qu'il n'y aurait pas de paix juste et durable au Moyen-Orient tant que ne seraient pas reconnus les droits fondamentaux du peuple palestinien et le droit de tous les Etats de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières reconnues par la communauté internationale. Il importait donc au plus haut point que les Etats du Moyen-Orient s'efforcent de vivre en paix avec leurs voisins.
6. Lors de la séance inaugurale également, M. Sarré, Président du Séminaire, a brièvement rendu compte des travaux du Comité pour l'exercice des droits

inaliénables du peuple palestinien. Le Comité, a-t-il dit, attachait une grande importance aux séminaires organisés dans les différentes régions et était convaincu que des informations objectives sur la question de Palestine présenteraient un tableau plus complet de ce qui se passait dans la région et permettraient d'obtenir plus aisément le soutien du public dans la recherche d'une solution équitable et pacifique. L'exposé de tous les faits se rapportant à la question ferait mieux comprendre celle-ci et aiderait ainsi à convaincre jusqu'aux personnes encore indifférentes à la juste cause du peuple palestinien.

7. Le Comité était certain que les pays africains pouvaient jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution. Il fallait mobiliser l'opinion publique en Afrique, et dans toutes les autres régions, pour mieux faire entendre dans les affaires du monde la voix de la raison et de la paix, la voix qui défendait les droits des peuples. Il fallait mobiliser le public pour qu'il puisse influencer davantage sur les politiques, de façon que celles-ci permettent au peuple palestinien d'exercer les droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance qui lui étaient injustement refusés depuis si longtemps.

8. L'Assemblée générale approuvait depuis sa trente-huitième session le principe d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Elle avait même invité le Conseil de sécurité et le Secrétaire général à prendre toutes les dispositions nécessaires pour préparer cette conférence. A sa quarantième session, l'Assemblée générale avait souligné, dans sa résolution 40/96 D, que tous les gouvernements devaient d'urgence faire de nouveaux efforts pour que la conférence puisse se réunir sans plus de retard et atteindre les objectifs pacifiques qui étaient les siens. L'Assemblée avait également demandé aux Gouvernements israélien et américain de reconsidérer leur position quant à la convocation de la conférence comme moyen d'instaurer la paix au Moyen-Orient.

9. Le Comité, vivement approuvé par la majorité des Etats Membres de l'ONU, avait pleinement reconnu l'importance d'une telle conférence et continuait à travailler au maximum en priorité pour qu'elle puisse être convoquée rapidement. Les vues des personnalités participant au Séminaire seraient très utiles pour déterminer ce qui restait à faire à cet égard.

10. M. Abdul Rahman, Ambassadeur de l'OLP au Kenya, a transmis un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine et Commandant en chef des forces de la Révolution palestinienne.

11. Ce message faisait valoir que le choix de Nairobi pour tenir le Séminaire mettait en lumière la constante unité des forces militaires des peuples arabes et africains qui avaient souffert de l'ancien colonialisme sous toutes ses formes. Ces peuples s'étaient révoltés contre le colonialisme et avaient pu conquérir leur liberté et leur indépendance. Mais malgré cette évolution, le continent africain et la nation arabe continuaient de souffrir de la politique de deux régimes racistes, le régime sioniste et le régime d'Afrique du Sud.

12. Ces deux régimes menaçaient la stabilité et la sécurité de l'Afrique et même la sécurité des nations arabes, la sécurité et la stabilité internationales en général, cela en raison du soutien et de l'aide qu'ils recevaient de l'impérialisme américain dans tous les domaines - militaire, économique, politique, diplomatique,

information. Les liens idéologiques et militaires existant entre ces deux régimes s'étaient même transformés en une étroite coopération, dans le domaine nucléaire pour la fabrication de l'arme atomique, et sur les plans économique, commercial et culturel.

13. Le peuple arabe de Palestine, qui luttait de toute son énergie contre le régime raciste sioniste qui occupait son territoire, était pleinement conscient de la lutte menée par les peuples de Namibie et d'Afrique du Sud contre un régime identique au régime sioniste de Palestine.

14. L'OLP soutenait la lutte des peuples de Namibie et d'Afrique du Sud et approuvait les Etats africains de première ligne et la communauté internationale de vouloir imposer des sanctions obligatoires contre le régime raciste de Pretoria pour l'obliger à mettre fin à sa politique d'apartheid et à appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité demandant l'indépendance de la Namibie. Elle condamnait les mesures arbitraires prises par ce régime contre les Etats de première ligne et réaffirmait son appui indéfectible au peuple namibien militant et à la courageuse révolution qu'il menait sous l'impulsion de la South West Africa People's Organization (SWAPO).

15. Confronté à l'oppression sioniste, le peuple arabe de Palestine poursuivait sa lutte pour conquérir sa liberté et recouvrer ses droits nationaux inaliénables, affirmant son soutien absolu à l'OLP, son seul représentant légitime. Le peuple palestinien résistait aux conspirations américano-sionistes - auxquelles participait le Royaume-Uni - visant à mettre sur pied, pour remplacer l'OLP, une équipe de leaders palestiniens plus faible qui céderait à la politique que les Etats-Unis et Israël tentaient d'imposer.

16. Le peuple arabe palestinien poursuivait ses efforts pour obtenir que se tienne sous les auspices de l'ONU une conférence internationale à laquelle participeraient les membres permanents du Conseil de sécurité et les parties au conflit, y compris l'OLP, sur un pied d'égalité, conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale.

17. Le Séminaire a décidé d'envoyer un message de remerciement à M. Arafat (voir annexe I).

18. M. Noel G. Sinclair (Guyana), représentant le Conseil des Nations Unies par la Namibie, a réaffirmé la solidarité indéfectible du Conseil avec le peuple de Palestine en lutte. Le Conseil était fermement convaincu que les perspectives de paix durable au Moyen-Orient dépendaient avant tout de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables, y compris le droit de vivre dans un Etat indépendant qui lui soit propre. Il s'ensuivait que le peuple palestinien devait participer à tous les pourparlers et négociations concernant son avenir. Et il devait le faire par l'intermédiaire du porte-parole qu'il s'était choisi et qui était son seul représentant authentique, l'OLP.

19. L'ONU s'était occupée de la lutte légitime des peuples de Namibie et de Palestine depuis qu'elle existait. Ces deux combats étaient indissociables et l'Assemblée générale des Nations Unies avait de très bonnes raisons de porter une

attention toute particulière à la collaboration entre le régime raciste de Pretoria et le régime sioniste de Tel-Aviv. Cette collaboration devait être exposée au grand jour et dénoncée.

20. On devait trouver des moyens de faire pression sur le régime de Tel-Aviv et ses puissants alliés afin de les amener à se conformer aux résolutions de l'ONU relatives à la question de Palestine. Il appartenait au Conseil de sécurité de prendre sans plus attendre des mesures pour faire appliquer ses résolutions. Il était regrettable que l'on continue d'empêcher cet organe d'adopter les recommandations du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

21. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a réaffirmé qu'il souscrivait au principe d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient. Une telle conférence permettrait de progresser quelque peu vers l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. Le Conseil s'est également associé à l'appel demandant d'intensifier le soutien au peuple palestinien, et en particulier à son seul représentant authentique, l'OLP.

22. M. Abdelmahmoud A. Mohamed (Soudan), représentant le Comité spécial contre l'apartheid, a déploré que le peuple palestinien demeure privé de son droit inaliénable à l'autodétermination. Cela était dû à l'attitude implacable d'Israël, à sa politique d'expansion et à l'oppression impitoyable qu'il exerçait sur le peuple pour le léser de ses droits fondamentaux. Par ses provocations continuelles et son inflexibilité, Israël défiait la volonté de la communauté internationale et bafouait le droit international, y compris la Charte des Nations Unies.

23. La question de Palestine et la question de l'apartheid préoccupaient au plus haut point la communauté internationale. Ces deux problèmes tenaient au fait que les peuples concernés étaient privés de leur droit à l'autodétermination. Toutes les tentatives faites jusqu'à ce jour pour trouver une solution juste, globale et durable à la question de Palestine et pour mettre un terme à l'apartheid avaient échoué. Le déni du droit à l'autodétermination, qui faisait que des peuples étaient assujettis à un régime étranger et discriminatoire, constituait une violation fondamentale de tous les droits. Or, c'était là la situation des Palestiniens, des Namibiens et des Noirs d'Afrique du Sud.

24. Israël au Moyen-Orient et le régime de Pretoria en Afrique australe essayaient de déstabiliser les Etats voisins. Le premier pratiquait une politique de discrimination et d'oppression contre le peuple palestinien, le second avait établi le système tout aussi inhumain d'apartheid contre la majorité noire d'Afrique du Sud. Il existait de nombreuses similitudes frappantes entre les politiques de discrimination et d'agression du sionisme et celles du régime d'apartheid. Il était clairement établi qu'Israël et l'Afrique du Sud, les deux régimes les plus oppresseurs qui soient, avaient des liens historiques, idéologiques, commerciaux et militaires étroits. Au moment où les peuples palestinien, sud-africain et namibien se trouvaient dans une phase critique de leur lutte pour la liberté, il importait de faire ressortir comment les deux régimes racistes se soutenaient mutuellement.

25. La question de la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud avait préoccupé et continuait de préoccuper beaucoup de gouvernements et d'organisations

intergouvernementales et non gouvernementales. Les aspects les plus inquiétants de cette collaboration étaient les aspects militaire et nucléaire. La communauté internationale se préparait à prendre des mesures draconiennes pour abolir l'inhumain système d'apartheid. En un moment aussi critique, il importait au plus haut point de mettre fin à cette collaboration qui ne cessait de s'intensifier. Le Comité spécial considérait que la communauté internationale avait le droit, et le devoir, d'user de toute son influence pour amener Israël à y mettre un terme.

26. Le Séminaire a reçu un message de M. Oscar Oramas-Oliva (Cuba), Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ce message soulignait que le Comité spécial attachait une grande importance à la mobilisation de l'opinion internationale, qui pouvait aider l'ONU à réaliser ses objectifs et à mener à l'autodétermination tous les peuples vivant sous domination étrangère et coloniale. Le Moyen-Orient restait un foyer de crise et cette situation explosive pouvait provoquer un conflit susceptible de compromettre gravement la paix et la sécurité internationales. Il était particulièrement pertinent de rappeler à ce sujet que l'Assemblée générale avait demandé à maintes reprises que le peuple palestinien puisse exercer rapidement et intégralement son droit à l'autodétermination sans ingérences extérieures, son droit à l'indépendance nationale et à la souveraineté et son droit de retourner dans les foyers et vers les biens auxquels il avait été arraché. Il incombait à la communauté internationale de travailler utilement en ce sens en faisant en sorte qu'aucune mesure ne soit prise qui puisse aggraver la situation au risque de rendre plus difficile encore un règlement équitable.

27. Il importait en particulier de rappeler la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale qui demandait, entre autres dispositions, la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient. Cette idée avait largement recueilli l'adhésion car la conférence apparaissait comme un instrument indispensable pour élaborer un cadre juridique et politique qui serait jugé acceptable par la grande majorité de la communauté internationale et qui permettrait de poursuivre les négociations dans le respect rigoureux des principes internationaux universellement reconnus, toutes les parties concernées devant y participer sur un pied d'égalité et avec des droits égaux.

28. M. Mohamed Sharif, Chef de la Mission de la Ligue des Etats arabes à Nairobi, a souligné que le Moyen-Orient constituait un foyer de tension qui continuerait de menacer la paix mondiale si on ne trouvait pas une solution juste et globale à la question de Palestine, qui était au coeur du problème. Aucune paix n'était possible en marge du droit international et aussi longtemps que les résolutions de l'ONU sur la Palestine ne seraient pas appliquées. Les Arabes, désireux de régler un conflit qui menaçait le monde entier et guidés par les recommandations et résolutions de l'ONU, avaient proposé un plan le 9 septembre 1982, lors du Sommet de Fez, pour une solution pacifique. Mais alors que la communauté internationale avait bien accueilli cette généreuse initiative, celle-ci avait été catégoriquement rejetée par Israël.

29. La politique d'Israël au Moyen-Orient et la politique d'apartheid en Afrique du Sud obéissait à la même logique. Le régime d'Afrique du Sud, lui aussi, défiait les résolutions de l'ONU et persistait à occuper un territoire, la Namibie, sans

aucun droit. Il était tout à fait naturel qu'une alliance stratégique se soit établie entre les deux régimes pour parer aux mesures de boycottage prises par les Etats africains et arabes. Leur coopération économique, militaire, nucléaire et politique continuait de se développer. Israël s'arrogeant un droit de poursuite au Moyen-Orient était imité par l'Afrique du Sud.

30. La paix ne pourrait s'instaurer au Moyen-Orient tant qu'Israël continuerait de ne pas tenir compte des réalités, essaierait de placer la communauté internationale devant le fait accompli et contesterait la légitimité internationale en rejetant les résolutions de l'ONU sur la Palestine.

31. Le peuple palestinien avait absolument le droit de disposer de lui-même et de constituer un Etat indépendant dont il assumerait légitimement la conduite. Aucune paix ne serait possible au Moyen-Orient tant que cela ne serait pas réalisé. L'humanité entière défendait ces droits, à de très rares exceptions près, et il fallait espérer que ceux qui s'égarèrent retrouveraient la voie de la raison et de la logique et comprendraient où se trouvait la légitimité.

32. M. Nabil Maarouf, représentant l'Organisation de la Conférence islamique, a transmis les salutations de M. Sharifeddin Pirzada, Secrétaire général de la l'Organisation de la Conférence islamique. Il a souligné que la tyrannie et l'oppression qui pesaient sur le peuple palestinien étaient très semblables à celles dont était victime le peuple d'Afrique du Sud : en effet, les deux régimes racistes qui dominaient l'Afrique du Sud et la Palestine occupée étaient l'un et l'autre fondés sur l'injustice et ne se maintenaient que par le sang des peuples qui étaient les véritables propriétaires de ces terres.

33. La communauté internationale avait exigé du peuple palestinien qu'il agisse avec modération dans la poursuite de ses objectifs s'il voulait qu'elle le soutienne et l'aide à recouvrer ses droits. Ce peuple, par la voie de l'Organisation de libération de la Palestine, son seul représentant légitime, avait accepté. L'OLP avait fait montre de la souplesse diplomatique requise. Mais cela n'avait fait qu'encourager la multiplication des machinations visant à liquider définitivement la cause palestinienne et à exterminer le peuple palestinien et l'intensification de la politique visant à modifier les caractéristiques des territoires palestiniens et à falsifier l'histoire de la Palestine arabe occupée.

34. Le Moyen-Orient était actuellement dans une situation où il n'y avait ni guerre ni paix. Il semblait que les Etats-Unis faisaient tout pour que cela continue en se servant de leur état de grande puissance internationale. Ils fournissaient à Israël une assistance militaire massive de manière à lui assurer une supériorité permanente et avaient signé avec lui un traité d'alliance stratégique. Par ailleurs, ils empêchaient l'instauration de la paix dans la région en rejetant toutes les initiatives et propositions conçues pour trouver une solution juste et durable, et recouraient à leur droit de veto au Conseil de sécurité pour faire échec à la volonté du monde entier, désireux de restaurer la paix au Moyen-Orient. Une telle situation faisait peser une menace constante sur la paix et la sécurité internationales.

35. Le problème palestinien qui était au coeur du conflit du Moyen-Orient était clair : il s'agissait d'un peuple que l'on avait expulsé de son territoire et que

l'on poursuivait même au dehors. Ce peuple avait résisté, résistait encore et continuerait de résister jusqu'à ce qu'il recouvre ses droits inaliénables. On savait où était le problème et il existait des solutions. Mais, jusqu'à présent, il n'avait pas été possible d'instaurer la paix. L'obstacle était lui aussi connu : c'était l'entité sioniste.

36. L'Organisation de la Conférence islamique réaffirmait qu'elle défendait pleinement la cause palestinienne et les droits du peuple palestinien. Il fallait trouver des moyens pratiques et efficaces pour amener les Etats-Unis à réagir favorablement aux possibilités qui existaient pour instaurer la paix dans la région. On devait tout faire pour que la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient ait lieu. Le processus de paix dans la région n'aboutirait pas si l'OLP n'était pas admise à participer sans restriction, en tant que l'une des parties principales, à tout dialogue ou négociation. Il n'y aurait pas de paix tant que ne seraient pas pleinement reconnus les droits historiques et inaliénables du peuple palestinien, notamment le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit de constituer sur son sol national un Etat indépendant qui lui soit propre, et dont la capitale serait Al-Quds Al-Sharif.

37. Le Séminaire a reçu un message du Président de l'Organisation de l'unité africaine réaffirmant le soutien de cette organisation à la juste cause pour laquelle combattait le peuple palestinien sous la conduite de l'OLP, afin de faire reconnaître et d'exercer ses droits inaliénables.

38. A la 3e séance, M. Abdillah Ali Dualeh, représentant l'OUA, a rendu brièvement compte des résolutions adoptées à la récente session du Conseil des ministres de l'OUA au sujet de la question de Palestine.

39. Les participants au Séminaire ont adressé un message de remerciements au Gouvernement et au peuple kenyens pour avoir accueilli le Séminaire (voir annexe II).

II. GROUPES D'ETUDE

40. Quatre groupes d'étude ont été organisés pour examiner divers aspects de la question de Palestine :

a) Groupe d'étude I : "La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies); pourquoi une telle conférence, comment la bien préparer, les chances de succès, les résultats à en attendre" :

M. Mamadou Deme (Sénégal), M. Emmanuel Douma (Congo), M. El-Bakaye Kounta (Mali), M. Ahmed Osman (Egypte), M. Ahmed Mohamed Refaat (Egypte), M. El Hadji Ousmane Sarr (Sénégal);

b) Groupe d'étude II : "Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine" :

M. Ameen Haseera (Palestine);

c) Groupe d'étude III : "L'Afrique et la question de Palestine :

/...

- i) L'opinion publique africaine;
- ii) Les relations entre Israël et l'Afrique du Sud":

M. Richard Andriamanjato (Madagascar), M. R. E. Barlay (Sierra Leone),
M. Bukar Bukarambe (Nigéria), M. Rachid Driss (Tunisie), M. Patrick
Hayford (Ghana);
- d) Groupe d'étude IV : "L'ONU et la question de Palestine" :

M. Noel G. Sinclair (Guyana).

41. Les membres des groupes d'étude respectifs se sont mis d'accord sur un résumé des exposés et des débats se rapportant au sujet qu'ils avaient analysé. Les participants au Séminaire ont décidé d'inclure ces résumés dans le rapport.

Groupe d'étude I : "La Conférence internationale de la paix pour le Moyen-Orient (résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies), pourquoi une telle conférence, comment la bien préparer, les chances de succès, les résultats à en attendre"

42. Le Séminaire considérait que le conflit du Moyen-Orient était, de par ses origines et ses répercussions, de loin le plus complexe des problèmes internationaux actuels et qu'il continuait de menacer la paix et la sécurité internationales. Sa complexité même exigeait une solution rapide car plus on mettrait de temps à le régler, plus il serait difficile de trouver une solution juste.

43. L'ONU avait été saisie de ce problème dès sa fondation, quand elle avait opéré le partage de la Palestine et créé Israël. Depuis, elle avait constamment eu à s'en occuper, comme en témoignaient les nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

44. Malheureusement, les partisans du statu quo s'étaient opposés à tout ce que l'ONU avait essayé de faire pour régler la question de Palestine. Néanmoins, cette organisation demeurait, pour des raisons historiques, institutionnelles et politiques, un cadre particulièrement approprié pour la recherche d'une solution.

45. La question de Palestine constituait désormais un problème international dans toute la force du terme. Il n'était donc plus possible de trouver des solutions par la négociation bilatérale. Seule l'ONU pouvait constituer le cadre qui garantirait à toutes les parties au conflit la sécurité, l'impartialité et l'égalité nécessaires pour mener des négociations sérieuses qui aboutiraient à une solution juste et durable.

46. La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 38/58 C était le meilleur moyen pour trouver une juste solution à cette question particulièrement difficile et constituerait le cadre de négociation nécessaire.

47. La Conférence internationale sur la question de Palestine qui s'était tenue à Genève en 1983 avait énuméré dans sa déclaration les grands principes qui devaient guider toute action internationale entreprise de concert pour régler la question de Palestine.

48. Ces principes directeurs étaient les suivants :

a) Réalisation des droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien, notamment le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit de créer un Etat indépendant en Palestine;

b) Droit de l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien, de participer sur un pied d'égalité avec les autres parties à toutes les initiatives, délibérations et conférences intéressant le Moyen-Orient;

c) Nécessité de mettre fin à l'occupation israélienne dans les territoires arabes, en vertu du principe selon lequel l'acquisition de territoires par la force est inadmissible et, par conséquent, nécessité d'obtenir le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem;

d) Nécessité de combattre et de rejeter la politique et les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, y compris Jérusalem, et toute situation de fait créée par Israël et contraire au droit international et aux résolutions de l'ONU, en particulier l'implantation de colonies de peuplement, car ces procédés et pratiques constituaient des obstacles majeurs à l'instauration de la paix au Moyen-Orient;

e) Nécessité de réaffirmer l'invalidité de toutes les mesures législatives et administratives prises par Israël, puissance occupante, qui avaient modifié ou visaient à modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, notamment l'expropriation de terres et de biens et, en particulier, la prétendue "loi fondamentale" sur Jérusalem et la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël;

f) Droit à l'existence de tous les Etats de la région, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, dans la justice et la sécurité pour tous, ce qui présupposait comme condition sine qua non la reconnaissance et la réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, définis à l'alinéa a) ci-dessus.

49. La réalisation et l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien demeuraient le fondement de toute solution. Par là se trouverait confirmée la primauté du droit pour assurer justice et sécurité tant aux Israéliens qu'aux Palestiniens.

50. La Conférence internationale sur la question de Palestine avait considéré qu'il était essentiel de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient pour négocier et mettre au point une solution d'ensemble juste et durable du conflit israélo-arabe, solution dont l'un des éléments devait être le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. La Conférence devrait se tenir sous les auspices de l'ONU et toutes les parties directement concernées, y compris

/...

l'Organisation de libération de la Palestine, devraient y participer sur un pied d'égalité, ainsi que les Etats-Unis, l'Union soviétique et les autres Etats concernés.

51. Le mérite de cette formule était qu'elle n'excluait aucune des parties au conflit. Elle garantissait en fait à toutes le droit d'être présentes sur un pied d'égalité lors du règlement de la question. Cette décision contrastait nettement avec l'insistance que mettait Israël à régler la question en dehors de l'ONU et sans la participation de l'OLP, pourtant l'une des parties intéressées. En outre, les Etats-Unis pourraient participer à toutes les étapes menant à la convocation de la Conférence et n'avaient donc aucune raison valable de s'opposer au principe d'une telle réunion.

52. Le Séminaire était convaincu que la convocation de cette conférence, en application de la résolution 38/58 C, était urgente et vitale. Etant donné la nature du problème, ses répercussions générales et les intérêts des nombreuses parties en présence, il était impératif de chercher des solutions par des efforts collectifs placés sous les auspices de l'ONU. Des solutions acceptables pour tous et tenant compte des droits et intérêts de toutes les parties et pas seulement des étroits intérêts stratégiques d'une seule ne pourraient être trouvées qu'à la table de cette conférence.

53. Une telle conférence ferait qu'il serait extrêmement difficile à qui que ce soit de conserver des territoires acquis par la force et elle fournirait aussi les garanties nécessaires pour assurer les accords conclus à cette occasion.

54. Le Séminaire a souligné que l'OLP devait, en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien, participer à la Conférence sur un pied d'égalité. Il a également insisté sur le fait que d'après lui le problème palestinien ne pouvait pas être réglé sans la participation de cette organisation.

55. Il était extrêmement important que les participants à la Conférence fassent preuve d'un esprit constructif et soient animés de la volonté politique de trouver une solution conduisant à la paix au Moyen-Orient.

56. L'importance vitale de la Conférence était attestée par le fait que la majorité des Etats s'y étaient déclarés vivement favorables, ce qui prouvait également la volonté politique existant dans la communauté internationale.

57. Il était donc regrettable que près de trois ans après que l'idée de la Conférence ait été lancée, aucune mesure concrète n'ait encore été prise en vue de sa convocation. Le Séminaire a noté que le Président du Conseil de sécurité avait indiqué le 14 mars 1986, dans sa réponse au Secrétaire général de l'ONU concernant le résultat des consultations entre les membres du Conseil, que la majorité de ces derniers étaient d'avis que la Conférence devrait se tenir le plus rapidement possible. D'autres estimaient que la conjoncture n'était pas favorable et que de nouvelles consultations devraient avoir lieu.

58. Le Séminaire a émis l'espoir que tous les partisans de la Conférence, c'est-à-dire l'écrasante majorité des Etats, s'uniraient pour surmonter les obstacles que créaient Israël et les Etats-Unis en refusant de participer à une

telle réunion. C'était uniquement ce refus des deux Etats qui empêchait d'avancer pour organiser cette dernière.

59. L'attention du Séminaire a été appelée sur le rôle de plus en plus actif des organisations non gouvernementales dans la réalisation des objectifs de l'ONU en ce qui concerne la question de Palestine. Lors des réunions annuelles internationales sur la question de Palestine organisées à leur intention par l'ONU, les ONG s'étaient à maintes reprises déclarés vivement favorables à une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient placée sous les auspices de l'ONU conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale et prêtes à oeuvrer dans ce sens.

60. Le Séminaire a estimé qu'en cette Année internationale de la paix, il importait au plus haut point que la communauté internationale ne ménage aucun effort pour trouver une solution juste, globale et durable à un problème demeuré si longtemps insoluble.

Groupe d'étude II : "Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine"

61. On considérerait ordinairement l'Organisation de libération de la Palestine uniquement comme un mouvement de libération nationale. En réalité, son rôle dépassait la tâche habituelle d'un tel mouvement telle qu'on la concevait. L'OLP ne luttait pas seulement pour la reconquête des droits politiques du peuple palestinien en tant que nation, mais aussi pour la reconstruction d'une société éparpillée, arrachée à son milieu géographique et à son cadre historique à la suite de la création de l'Etat d'Israël et des guerres qui en avaient découlé.

62. L'identité politique du peuple palestinien, son existence même, étaient niées. Israël avait mené depuis 1967 une politique de judaïsation et d'annexion dans les territoires occupés, en commençant par Jérusalem et le Golan, et poursuivait l'installation et le renforcement des colonies de peuplement sur des terres publiques et privées confisquées ou expropriées. L'autre volet de cette politique consistait à lier l'infrastructure économique des territoires occupés à celle d'Israël. L'objectif était de faire croire que la Palestine n'existait plus et qu'il était impossible de la faire revivre. C'était là le coeur de tout le problème du Moyen-Orient.

63. Le peuple palestinien avait refusé de subir passivement sa nouvelle situation et d'être privé de son droit à l'autodétermination. Ayant défini son objectif, il s'était donné, avec l'OLP, un instrument pour l'atteindre. Mais étant donné la spécificité du problème palestinien, les tâches de l'OLP devaient nécessairement sortir des limites traditionnelles des luttes de libération.

64. Le rôle de l'OLP n'était pas seulement de lutter contre l'occupation étrangère, mais de reconstruire une nation qui luttait pour son existence. A cette fin, elle avait mis en place des institutions militaires et civiles, sociales, culturelles et économiques pour répondre le plus possible aux besoins des Palestiniens et constituer l'infrastructure du futur Etat palestinien qu'elle entendait créer.

65. Vers le milieu des années 50, les Palestiniens étaient suffisamment remis du choc de la dispersion et de l'occupation pour pouvoir commencer à chercher une solution au problème créé par l'installation d'Israël sur une partie de leur territoire et par leur situation de nation sans Etat. La légitimité de leur lutte de libération nationale impliquait la création de partis proprement palestiniens et d'institutions proprement palestiniennes.

66. La constitution du Mouvement de libération de la Palestine (al-Fatah) s'était inscrite dans ce cadre et à leur sommet de janvier 1964 les Etats arabes décidèrent de fonder l'OLP. L'OLP avait fonctionné de façon autonome, sans pourtant être indépendante des Etats arabes, jusqu'en 1967, date de la deuxième guerre israélo-arabe. C'est alors qu'elle avait jeté les bases de ses institutions actuelles afin de répondre aux nécessités sociales, politiques et militaires de la lutte que le peuple palestinien menait pour accéder à l'existence politique et libérer la Palestine.

67. L'OLP avait traversé de nombreuses épreuves - massacre de septembre noir en 1970, de Sabra et Chatila en 1982, guerre au Liban en 1975-1976, siège de Beyrouth en 1982, bombardement de son quartier général à Tunis en 1985. Malgré cela, elle s'était affirmée, grâce à la confiance que lui faisait le peuple palestinien en s'y identifiant et au soutien que lui apportaient les peuples et Etats qui s'associaient à sa cause et la reconnaissaient comme le représentant unique et légitime du peuple palestinien.

68. Ce soutien était aussi le résultat de l'oeuvre accomplie par l'OLP parmi les Palestiniens et en leur nom :

a) Affirmation et renforcement de l'unité et de l'identité nationale du peuple palestinien, en faisant participer celui-ci tout entier au combat pour l'autodétermination. Dans ce domaine, le succès de l'OLP était incontestable, car elle avait fait du peuple palestinien un élément déterminant dans la recherche d'une solution de la question de Palestine, qui était ainsi devenue le coeur du conflit israélo-arabe;

b) Formation d'une nouvelle génération de Palestiniens dignes et confiants dans leurs potentialités, capables de contribuer au progrès social, économique, politique et intellectuel de leur peuple et de mieux défendre ses intérêts et sa cause, en lui assurant des possibilités de formation professionnelle ou en lui obtenant ou octroyant des bourses d'études scolaires et universitaires;

c) Assistance multiforme à la population palestinienne dans les territoires occupés pour l'aider à rester sur place et à mieux résister à l'occupation et à l'expansionnisme israéliens;

d) Etablissement de liens politiques, économiques et culturels à travers le monde, en particulier avec les Etats qui soutenaient la lutte du peuple palestinien. C'était avec ces Etats, surtout africains, que l'OLP avait conclu des accords de coopération économique et technique fondés sur l'intérêt mutuel et la solidarité réciproque. Son institution économique, la SAMED, était présente à cette fin dans une dizaine d'Etats africains. Mais la fonction de la SAMED n'était pas seulement la formation et la production. C'était aussi de faire des cadres

/...

palestiniens travaillant dans les domaines économique et commercial des ambassadeurs de leur peuple et de leur révolution auprès des pays amis qui avaient besoin d'eux. Le peuple palestinien n'avait pas les moyens matériels et financiers de venir en aide à ces pays, et comptait pour cela sur son capital essentiel, ses ressources intellectuelles et son expérience.

69. Les visites officielles qu'avait effectuées M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP, au cours des trois mois précédents dans une quinzaine d'Etats africains, témoignaient de l'importance qu'attachait l'OLP aux relations d'amitié et de solidarité entre les peuples arabes, en particulier le peuple palestinien et les peuples africains. L'OLP était favorable à un deuxième sommet afro-arabe (le premier ayant eu lieu au Caire en 1977) afin de développer les relations politiques et économiques entre ces Etats et d'harmoniser leurs politiques en vue d'une coopération efficace dans la lutte contre le sous-développement et contre le sionisme expansionniste en Palestine et l'apartheid en Afrique du Sud.

70. Les Etats africains avaient manifesté leur solidarité avec le monde arabe et la cause essentielle qu'était la question palestinienne en rompant, certains en 1967, d'autres en 1973, leurs relations diplomatiques avec Israël. En 1973, les relations afro-arabes avaient pris une nouvelle dimension et s'étaient étendues au domaine économique. Le Conseil des ministres de l'OUA avait décidé de créer une commission chargée d'explorer les possibilités de coopération économique avec les pays arabes. Le rôle de l'OLP était de travailler à consolider cette coopération dans les institutions économiques et financières arabes dont elle était membre à part entière.

Groupe d'étude III : "L'Afrique et la question de Palestine :

- i) L'opinion publique africaine
- ii) Les relations entre Israël et l'Afrique du Sud"

71. Lors des débats sur ce thème, on a fait remarquer que former une opinion publique avertie d'un problème, quel qu'il soit, n'était généralement pas une affaire aisée ou allant de soi. Mais il était évident qu'il fallait le faire pour la question de Palestine, où il s'agissait d'atteintes aux droits d'un peuple. Il était difficile par ailleurs de parler de l'opinion publique africaine en général. On a cependant dit que l'opinion publique pouvait constituer un élément fondamental dans la recherche d'une paix au Moyen-Orient fondée sur une solution équitable du problème palestinien. On devait donc mobiliser cette opinion pour faire entendre la voix de la raison dans les affaires du monde et la sensibiliser en lui faisant mieux prendre conscience de tous les aspects du problème.

72. La situation tragique du peuple palestinien suscitait chez les peuples et gouvernements africains une profonde compassion. Les pays africains avaient soutenu la lutte du peuple palestinien dès le début de leur indépendance et la question de Palestine avait toujours été suivie avec une attention particulière à l'OUA. Un vif intérêt pour la recherche d'une solution juste, globale et durable du problème et une participation active à cette recherche étaient une réaction normale et naturelle de la part des Africains, qui avaient eux aussi connu la domination, l'oppression et l'exploitation coloniales. En défendant la cause palestinienne, l'Afrique se solidarisait avec ceux qui livraient le même combat

qu'elle contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. On a dit que les peuples africains et arabes devaient faire preuve d'une plus grande solidarité dans la défense de leur cause commune.

73. Pur l'opinion africaine, une paix durable et stable au Moyen-Orient passait par la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien, qui devait pouvoir disposer de lui-même et constituer un Etat indépendant placé sous la conduite de l'OLP. L'autodétermination était un principe très important pour le continent africain, qui devait encore livrer des guerres pour se libérer de l'occupation et de la domination étrangères.

74. Les Etats africains constataient une similitude frappante entre la situation au Moyen-Orient et celle d'Afrique australe. L'Afrique du Sud et Israël avaient tous deux des régimes racistes pratiquant des politiques d'agression qui étaient à la fois source de souffrances pour les êtres humains et une menace contre la souveraineté et la stabilité d'Etats africains et arabes. Ces régimes demeuraient plus intransigeants que jamais et poursuivaient des politiques inhumaines, l'un l'apartheid, l'autre le sionisme, malgré les condamnations répétées de la communauté internationale. Leurs politiques d'agression ne s'exerçaient pas seulement sur leur territoire même, mais au-delà de leurs frontières, contre les Etats voisins, cibles de raids fréquents qui se traduisaient par de fortes pertes humaines et matérielles. Des violations aussi impudentes de la souveraineté d'autres Etats étaient contraires aux buts et objectifs de la Charte des Nations Unies. Un tel comportement avait été particulièrement décourageant pour les nombreux Etats africains sincèrement désireux de modifier l'état des choses en Afrique du Sud. Il prouvait que la libération des peuples de Namibie et d'Afrique du Sud et celle des Palestiniens relevaient du même combat. Le Séminaire s'est déclaré solidaire de la lutte du peuple palestinien, solidarité rendue particulièrement forte par le souvenir de la décolonisation sur le continent africain et le rôle que les mouvements de libération avaient joué et continuaient de jouer dans le combat pour l'autodétermination et l'indépendance nationale.

75. L'information internationale, généralement dominée par les puissances occidentales, influait beaucoup sur le comportement des groupes et des individus. Les médias mettaient l'accent sur les divisions des Palestiniens, les conflits internes du monde arabe et le "terrorisme arabe" mais étaient beaucoup moins diserts sur la situation dans les territoires occupés, la répression quotidienne exercée par la puissance occupante contre le peuple palestinien et les conséquences néfastes de la politique des colonies de peuplement.

76. L'opinion publique africaine devait avoir une image plus fidèle de la question palestinienne pour adopter une attitude positive face à la lutte du peuple palestinien et appuyer cette lutte, si proche de celle menée par ses frères de Namibie et d'Afrique du Sud. L'Afrique avait elle-même des problèmes pressants immédiats : le problème de la faim, celui du développement. Mais un fait était à noter : les pays africains ayant renoué des relations diplomatiques avec Israël étaient très peu nombreux. Tous les membres de l'OUA avaient rompu de telles relations après la guerre de 1967, montrant ainsi que même s'ils n'étaient pas très bien informés des réalités de la situation, ils ne voyaient pas d'un bon oeil le mépris affiché par le sionisme pour les résolutions des Nations Unies et la poursuite de l'occupation militaire de terres arabes. Ces méthodes méprisables étaient les mêmes que celles pratiquées par l'Afrique du Sud.

77. Tous les défenseurs des droits de l'homme devaient s'unir pour mettre fin à toutes les formes de discrimination raciale, faire disparaître la doctrine d'apartheid et obtenir l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité demandant l'indépendance de la Namibie et des résolutions de l'ONU relatives au Moyen-Orient et à la question de Palestine. L'attitude d'Israël et de l'Afrique du Sud risquait d'ébranler la paix mondiale. Ces deux pays appliquaient une politique de discrimination raciale et faisaient fi des résolutions de l'ONU. De plus, ils avaient tissé entre eux des liens de coopération, qui renforçaient encore ces régimes néfastes pour leur population africaine ou arabe.

78. Le plus dangereux des domaines dans lesquels les deux régimes racistes semblaient se consulter étroitement et même coopérer était celui des armes nucléaires. Il existait de bonnes raisons de penser, comme le confirmaient par ailleurs des déclarations politiques et des articles de presse, que les deux pays avaient lancé un programme élaboré d'assistance mutuelle en matière de recherche nucléaire, dont certaines grandes puissances avaient connaissance et auquel elles collaboraient. D'une manière générale, ces activités étaient secrètes et il était donc très difficile d'établir la vérité. On ne pouvait qu'essayer de comprendre les motifs d'un tel comportement. Le risque était que ces régimes racistes utilisent ces armes contre l'Afrique ou contre un pays arabe pour mieux appliquer leur politique de discrimination.

79. Face au problème que représentait la collaboration croissante entre les régimes racistes d'Afrique du Sud et d'Israël dans les domaines politique, économique, militaire, nucléaire et autres, il était nécessaire de renforcer la coopération et la solidarité, tant régionale qu'internationale.

80. Il a également été dit qu'il fallait désormais s'occuper tout particulièrement du cas des pays qui ne défendaient pas encore avec suffisamment d'ardeur la juste cause du peuple palestinien, de façon à corriger la perception erronée qu'ils avaient de la question de Palestine et de l'OLP et l'image faussée que leur en donnaient Israël et ses partisans. Il était tout à fait anormal, dans le monde d'aujourd'hui, que le peuple palestinien soit privé de son droit inaliénable à l'autodétermination alors que d'autres peuples avaient ce droit. Cette situation était entièrement le fait d'Israël.

81. Il importait que les médias se fassent davantage l'écho de ce qui se passait, en fournissant une information plus équilibrée sur le Moyen-Orient et notamment sur la situation tragique du peuple palestinien dépossédé et harcelé. Des organismes comme les universités et collèges, les instituts de recherche, les églises et autres institutions religieuses, de même que les organisations non gouvernementales nationales et internationales, avaient un rôle crucial à jouer dans la formation de l'opinion publique. Il convenait de les inciter vivement à traiter plus largement et avec plus d'objectivité la question de Palestine.

82. Il était urgent pour les organisations non gouvernementales africaines que l'ONU et d'autres organismes tiennent des colloques qui permettraient de sensibiliser églises, syndicats, associations féminines et organisations non gouvernementales diverses. Il convenait également d'envisager une célébration plus générale de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien,

fixée par la résolution 34/65 D de l'Assemblée générale au 29 novembre de chaque année, et profiter de cette occasion pour diffuser l'information la plus large possible sur la question de Palestine.

83. Tout devait être entrepris pour intensifier la diffusion de l'information qui était l'un des meilleurs moyens de favoriser un juste règlement du problème palestinien fondé sur le respect des droits inaliénables du peuple palestinien de Palestine. A l'ONU, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des Palestiniens avaient un rôle important à jouer à cet égard. En outre, le Département de l'information était invité à s'employer sans relâche à diffuser le plus largement possible des informations exactes sur la question de Palestine.

Groupe d'étude IV : "Les Nations Unies et la question de Palestine"

84. La question de Palestine tenait à coeur aux Africains en raison des similitudes entre leur lutte et celle du peuple palestinien. La question de l'apartheid, celle de Namibie et celle de Palestine étaient inscrites à l'ordre du jour de l'ONU pratiquement depuis sa fondation. La communauté internationale avait assumé comme une mission sacrée la responsabilité de la Namibie et de la Palestine plus de 60 ans auparavant dans le cadre du mandat de la Société des Nations et ces questions avaient été étroitement associées aux activités de l'organisation internationale.

85. Alors qu'elle était encore à ses débuts, l'ONU avait adopté, le 29 novembre 1947, la résolution 181 (II) qui approuvait le plan de partage de la Palestine. Ce plan prévoyait la création d'un Etat arabe et d'un Etat juif, mais jusqu'ici seul l'Etat juif avait vu le jour. Cet Etat, Israël, était devenu membre de l'ONU en 1949 sous réserve qu'il respecte les termes de la résolution 181 (II), qui reconnaissait le droit du peuple palestinien à avoir son propre Etat, et la résolution 194 (III), adoptée en 1949, qui reconnaissait le droit au retour des réfugiés palestiniens. Mais, on le savait, Israël n'avait aucunement respecté les assurances qu'il avait données et avait ainsi été un facteur dans la question de Palestine. L'adoption de la résolution 181 (II) avait conféré à l'ONU en ce qui concernait cette question une responsabilité à laquelle l'Organisation ne pouvait pas se soustraire.

86. Le fait que l'évolution de la question de Palestine ait été liée à celle de l'ONU n'était pas une simple coïncidence historique. Cela tenait plutôt à ce que les questions qui formaient l'arrière plan de la tragédie palestinienne touchaient aux principes mêmes sur lesquels était fondée l'ONU - respect de la dignité des peuples et de la souveraineté des Etats et relations pacifiques entre les nations et les peuples.

87. Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et sa souveraineté sur la Palestine avaient été réaffirmés maintes fois et sans équivoque dans les résolutions adoptées par l'ONU.

88. L'évolution du statut de la question palestinienne et de la représentation palestinienne à l'ONU avait marqué un progrès important en 1974 lorsque "la question de Palestine" avait été, pour la première fois depuis 1952, inscrite à

l'ordre du jour de l'Assemblée générale en tant que point distinct. Cette même année, l'OLP avait été invitée à participer en tant que représentant du peuple palestinien aux débats de l'Assemblée sur cette question.

89. Non moins importante avait été la réaffirmation par l'Assemblée des droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, notamment : a) le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure; b) le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales et c) le droit de retour.

90. Faute de progrès suffisants dans la concrétisation de ces droits, l'Assemblée générale avait constitué, en 1975, un Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, faisant ainsi ressortir que la question de Palestine était au coeur du conflit du Moyen-Orient et qu'il fallait trouver une solution qui assurerait au peuple palestinien l'exercice de ces droits. Au cours des années suivantes, les résolutions adoptées par les différents organes de l'ONU avaient clairement montré que la communauté internationale reconnaissait la validité de la cause palestinienne et plaçait cette question parmi les grandes priorités.

91. Les recommandations du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien étaient régulièrement approuvées par l'Assemblée générale depuis 1976; mais au Conseil de sécurité l'opposition d'un membre permanent avait empêché de leur donner suite.

92. Le Comité avait toutefois continué de s'employer activement à faire appliquer ses recommandations et c'était sur son initiative que l'on devait la plupart des mesures prises par l'Assemblée générale sur la question de Palestine. C'est ainsi qu'il avait été l'instigateur de la Conférence internationale sur la question de Palestine tenue à Genève en 1983.

93. Depuis, la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, que l'Assemblée générale avait demandée dans sa résolution 38/58 C, était au centre des travaux du Comité, qui estimait que cette conférence serait un grand pas vers une solution qui n'avait que trop tardé.

94. Malgré toutes les difficultés rencontrées, la solution politique de la question de Palestine incombait essentiellement à l'ONU. Le Séminaire a estimé que l'Organisation avait un rôle crucial à jouer dans la recherche d'une paix négociée au Moyen-Orient qui garantirait la justice à tous les peuples de la région; l'absence de progrès jusqu'ici ne diminuait en rien l'obligation où elle était de ne ménager aucun effort pour parvenir à une solution.

95. Le Séminaire a constaté qu'à l'inverse de ce qui se passait pour la Namibie, par exemple, l'action de l'ONU ne consistait pas à appuyer les efforts du mouvement de libération palestinien sur le terrain. En raison de la nature particulière de la question de Palestine, c'était à l'ONU même qu'on enregistrait le plus de progrès.

96. Le Séminaire a estimé que depuis 1974, grâce aux efforts de l'ONU, approuvés sans réserve et sans équivoque par l'OLP, on constatait une évolution graduelle mais nette de la question de Palestine, qui faisait que la communauté

/...

internationale était maintenant consciente, comme jamais auparavant, des réalités du problème palestinien et de la nécessité d'agir au plus tôt pour permettre au peuple palestinien de jouir de ses droits inaliénables et notamment du droit de vivre dans un Etat indépendant qui lui soit propre. En outre, l'OLP était désormais, aux yeux de l'Organisation, l'interprète de la volonté de ce peuple.

97. Les efforts de l'ONU butaient maintenant sur la question de l'organisation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient car les Etats-Unis et Israël refusaient de soutenir cette initiative. Le Séminaire a procédé à une réévaluation des difficultés que rencontrait l'ONU du fait de l'attitude de ces deux Etats, mais il a conclu que l'Organisation ne devait pas renoncer à ses efforts. Il a dit que le Comité et les organisations non gouvernementales devraient intensifier leur action pour sensibiliser l'opinion publique aux réalités de la situation palestinienne partout dans le monde, mais plus particulièrement encore aux Etats-Unis, afin que s'accroissent les pressions exercées sur ce pays pour qu'il modifie son attitude à l'égard de la question de Palestine.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

98. Malgré les efforts intensifs de l'ONU, la recherche d'un règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient demeurait infructueuse et la situation dans la région restait instable. Les récents événements au Moyen-Orient prouvaient qu'il devenait de plus en plus urgent de trouver une solution à ce problème extrêmement complexe. Les retards ne faisaient que prolonger les épreuves du peuple palestinien et encourageaient les actes de violence. Le risque de voir éclater un nouveau conflit qui engendrerait un surcroît de souffrances et créerait des obstacles supplémentaires à la paix était constamment présent. Cette situation avait de grandes répercussions sur la stabilité de la région et risquait ainsi d'ébranler la paix et la sécurité internationales.

99. Le Séminaire, préoccupé par la situation dangereuse existant au Moyen-Orient, était profondément convaincu que les intérêts vitaux des peuples de la région et les impératifs de la sécurité internationale en général exigeaient un règlement global, juste et durable du conflit du Moyen-Orient dans les plus brefs délais.

100. Des efforts énergiques avaient été faits pour trouver une solution mais la situation dans la région se trouvait encore compliquée par l'action d'Israël dans les territoires occupés. Le problème des droits inaliénables du peuple palestinien continuait de s'aggraver. Israël poursuivait sa politique, maintenant illégalement des colonies de peuplement juives et confisquant sans en avoir le droit des terres arabes dans les territoires palestiniens occupés. Parallèlement, il appliquait des mesures visant à étouffer toutes les formes d'expression politique, culturelle, sociale et économique du peuple palestinien et continuait à renforcer son emprise sur la plupart des aspects de la vie quotidienne, le but étant d'empêcher le développement autonome des territoires occupés et de mettre ceux-ci dans une situation de dépendance en vue de leur intégration et de leur annexion définitives. Ces agissements constituaient une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, des traités et conventions internationales, des principes fondamentaux du droit international et des résolutions de l'ONU et ne pouvaient qu'exacerber la tension dans la région et entraver encore davantage la recherche d'une solution pacifique.

101. Le déni des droits inaliénables du peuple palestinien demeurait au coeur du conflit du Moyen-Orient et il ne pouvait y avoir de paix globale, juste et durable dans la région que si ces droits, et notamment le droit à l'autodétermination et le droit de créer un Etat indépendant, s'exerçaient pleinement et si Israël évacuait complètement les territoires palestiniens et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem. Le règlement de ce problème demeurait en permanence la responsabilité des Nations Unies.

102. Les Etats Membres de l'ONU qui ne soutenaient pas le peuple palestinien dans la lutte qu'il menait pour recouvrer ses droits inaliénables, devaient reconsidérer leur position afin que le problème puisse trouver une solution. Pour instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient, il fallait convoquer sous les auspices de l'ONU une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient à laquelle participeraient toutes les parties au conflit israélo-arabe, y compris l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien, ainsi que les Etats-Unis, l'URSS et les autres Etats concernés, conformément aux principes posés par l'Assemblée générale dans sa résolution 38/58 C. Les Etats-Unis et Israël devraient reconsidérer leur position et accepter la convocation de la conférence.

103. En cette Année internationale de la paix proclamée par l'ONU, il était souhaitable pour la paix et la sécurité internationales, que tous les Etats s'efforcent de persuader les Etats-Unis et Israël de reconsidérer leur position actuelle afin que cette conférence puisse avoir lieu sans plus tarder.

104. Le Séminaire a prié les membres du Conseil de sécurité, et en particulier ses membres permanents, dans l'exercice de leurs responsabilités touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, de ne ménager aucun effort pour que la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient puisse être convoquée sans nouveau délai.

105. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien avait un rôle important à jouer pour faire accepter le principe d'une telle conférence. Il était indispensable qu'il intensifie ses activités pour remplir son mandat et faire appliquer ses recommandations et qu'il redouble d'efforts sur les plans politique et diplomatique pour trouver un règlement global, juste et durable du conflit du Moyen-Orient.

106. Dans la lutte qu'il menait pour pouvoir exercer ses droits nationaux inaliénables et créer en Palestine un Etat qui lui soit propre, le peuple palestinien avait des liens solides avec les Etats et peuples africains. Comme le montraient les déclarations et résolutions de l'Organisation de l'unité africaine, l'Afrique était solidaire de la lutte de ce peuple et souhaitait un règlement global, durable et juste de la question de Palestine sur la base des résolutions de l'ONU. Le sort du peuple palestinien suscitait une profonde sympathie chez les peuples et gouvernements d'Afrique. Il était naturel et compréhensible que ceux-ci, qui avaient eux-mêmes fait l'expérience de la domination coloniale, s'intéressent et participent activement et par tous les moyens à la recherche d'une solution juste, globale et durable du problème de Palestine. De son côté, le peuple palestinien qui luttait contre l'occupation et l'annexion israéliennes et pour l'exercice de ses droits inaliénables en Palestine, était pleinement conscient de la lutte menée par les peuples de Namibie et d'Afrique du Sud contre le régime d'apartheid, en tous points semblable au régime raciste qui dominait la Palestine.

107. L'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie et la politique répressive et raciste d'Israël dans les territoires arabes palestiniens occupés constituaient les manifestations les plus affligeantes du maintien de l'odieuse politique de domination coloniale. La question de Palestine et l'apartheid préoccupaient au plus haut point la communauté internationale. Ces deux problèmes résultaient du refus d'accorder le droit à l'autodétermination aux peuples concernés. Israël au Moyen-Orient et le régime de Pretoria en Afrique australe menaient une politique de déstabilisation contre les Etats voisins. La communauté internationale était de plus en plus près de prendre des mesures radicales pour éliminer l'inhumain système d'apartheid. Dans la situation critique actuelle, il était primordial d'empêcher qu'Israël et l'Afrique du Sud ne continuent de renforcer leur collaboration. Le peuple palestinien et les Noirs d'Afrique du Sud étaient les victimes de cette collaboration, qui était l'une des sources de la force du régime d'apartheid de Pretoria et aidait Tel-Aviv à renforcer sa mainmise sur les territoires arabes occupés. Le Séminaire a exhorté la communauté internationale à user de toute son influence pour amener Israël et l'Afrique du Sud à renoncer à cette collaboration. Contre celle-ci, on devait favoriser et renforcer la solidarité afro-arabe à tous les niveaux.

108. Il importait que les médias jouent un rôle plus actif en diffusant une information mieux équilibrée sur le Moyen-Orient et en particulier sur le sort dramatique des Palestiniens, peuple dépossédé et en butte à des harcèlements incessants, à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés. Des organismes comme les universités et collèges, les instituts de recherche, les églises et autres institutions religieuses, de même que les organisations non gouvernementales nationales et internationales, pouvaient exercer une influence déterminante sur l'opinion publique. Ces organismes devraient être instamment invités à parler davantage et plus objectivement de la question de Palestine.

109. L'OLP et tous les Etats arabes devaient tout mettre en oeuvre pour sensibiliser partout l'opinion publique, notamment dans les régions où le sort des Palestiniens était encore mal compris et insuffisamment connu. Il fallait que les divers médias présentent le cas des Palestiniens en termes simples pour mieux faire saisir par tous les réalités de la situation.

110. Tout devait être mis en oeuvre pour diffuser plus largement l'information, qui était l'un des meilleurs moyens de favoriser un juste règlement du problème de Palestine, fondé sur l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables. A l'ONU, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat avaient un rôle important à jouer à cet égard. Par ailleurs, le Département de l'information devrait s'employer inlassablement à diffuser aussi largement que possible des informations exactes sur la question de Palestine.

Annexe I

MESSAGE ADRESSE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE AU PRESIDENT DU
COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE

Les participants au quinzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, tenu à l'Office des Nations Unies à Nairobi, du 18 au 22 août 1986, ont été entièrement sensibles au message que vous leur avez adressé. Nous sommes réunis ici, dans la capitale du Kenya, pays ami dont le peuple et le Gouvernement n'ont cessé d'appuyer la cause palestinienne, pour examiner comment oeuvrer au mieux pour instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, paix qui passe par la solution de la question de Palestine, qui est au coeur du conflit israélo-arabe. Pour y parvenir, il est impératif que le peuple palestinien puisse exercer ses droits inaliénables, notamment le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit de créer en Palestine un Etat indépendant qui soit le sien propre. La convocation d'une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 38/58 C est nécessaire pour avancer vers une solution du problème et contribuerait à préserver la paix et la sécurité internationales.

Nous vous assurons de notre soutien et de notre solidarité, de même que nous soutenons le peuple palestinien qui, sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine, son seul représentant légitime, mène une juste lutte pour faire reconnaître et exercer ses droits inaliénables en Palestine.

/...

Annexe II

REMERCIEMENTS

Les participants au quinzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, tenu à l'Office des Nations Unies à Nairobi du 18 au 22 août 1986, adressent leurs sincères remerciements au peuple et au Gouvernement kényens qui ont bien voulu les accueillir. Ils tiennent à remercier en particulier M. Mweu, Ministre des affaires étrangères adjoint de la République du Kenya, de l'intérêt qu'il a personnellement pris au Séminaire et de la contribution qu'il a apportée. Les participants sont également reconnaissants au peuple et au Gouvernement kényens de soutenir la lutte que mène le peuple palestinien, sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine, son seul représentant légitime, pour pouvoir exercer ses droits inaliénables en Palestine.

Annexe III

LISTE DES PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS

Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien

M. Massamba SARRE	Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, Président du Comité
M. Noel G. SINCLAIR	Représentant permanent du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies
M. Gerhard RICHTER	Conseiller à la Mission permanente de la République démocratique allemande auprès de l'Organisation des Nations Unies
M. Zehdi I. TERZI	Observateur permanent de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Personnalités

M. Richard M. ANDRIAMANJATO (Madagascar)
M. R. E. BARLEY (Sierra Leone)
M. Bukar BUKARAMBE (Nigéria)
M. Amadou DEME (Sénégal)
M. Emmanuel DOUMA (Congo)
M. Rachid DRISS (Tunisie)
M. Ameen HASEERA (Palestinien)
M. Patrick HAYFORD (Ghana)
M. El-Bakaye KOUNTA (Mali)
M. Ahmed OSMAN (Egypte)
M. Ahmed Mohamed RIFAAT (Egypte)
M. El Hadji Ousmane SARR (Sénégal)
M. Noel G. SINCLAIR (Guyana)

Etats Membres

Algérie	M. Mostefa Bouakaz Ambassadeur, Nairobi
	M. Belkacem Madani, Ministre-Conseiller Ambassade, Nairobi
Arabie saoudite	M. Gaafar M. Allagany Chef de la Division des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères

/...

Arabie saoudite (<u>suite</u>)	M. J. Aqueel Ambassade, Nairobi
	M. A. Al-Jahdali Ambassade, Nairobi
	M. I. Zain Al-Abedeem Ambassade, Nairobi
Brésil	M. Jayro Coelho Chef de la Division I du Moyen-Orient du Ministère des relations extérieures
Burundi	Mme Beatrice Ntahondi, Premier Secrétaire Ambassade, Nairobi
Chypre	M. Costas Papademas Haut Commissariat, Nairobi
Egypte	M. Ahmed Abdelfattah Haggag Ambassadeur, Nairobi
	Mme Fatma Bahgat, Attaché de presse Ambassade, Nairobi
Emirats arabes unis	M. Ahmad Nassar Al-Khaja, Deuxième Secrétaire Ambassade, Mogadiscio
Ethiopie	M. Debebe Hailu, Conseiller Ambassade, Nairobi
Inde	M. S. R. Channan Haut Commissariat, Nairobi
Iran (République islamique d')	M. Mohammed Sharif Mahdavi Ambassade, Nairobi
Iraq	M. Sabah Al-Zihairi Ambassade, Nairobi
Kenya	M. E. M. Mweu Ministre des affaires étrangères adjoint, Nairobi
Koweït	M. Sulaiman Al-Rashdan, Chargé d'affaires par intérim Ambassade, Nairobi
Maroc	M. Jamal Eddine Ghazi Ambassadeur, Nairobi
	M. Ahmed Benriane, Deuxième Secrétaire Ambassade, Nairobi

/...

Nigéria	M. Mu'azu U. Mohammed, Conseiller Mission permanente, New York
	M. M. G. Omotosho, Deuxième Secrétaire Haut Commissariat, Nairobi
Ouganda	M. Jesse Mutenga Haut Commissariat, Nairobi
Philippines	M. Zoilo M. Alberto Chargé d'affaires par intérim Ambassade, Nairobi
Pologne	M. K. Kurowski, Conseiller Ambassade, Nairobi
République socialiste soviétique d'Ukraine	M. Yuri G. Zybanov, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères
République-Unie de Tanzanie	M. Maki B. Luhanga Haut Commissariat, Nairobi
Somalie	M. Ibrahim Warsame Ambassade, Nairobi
	M. Abdirahman Dini Ambassade, Nairobi
Soudan	M. Ali Yousif Ahmed, Conseiller Ambassade, Nairobi
	M. Ahmed Gaafar Al-Karim Ambassade, Nairobi
Sri Lanka	M. Balachandra Alagaratnam, Deuxième Secrétaire Haut Commissariat, Nairobi
Tchécoslovaquie	M. Frantisek Hudak, Attaché Ambassade, Nairobi
Thaïlande	M. Kamjit Onruang, Conseiller Ambassade, Nairobi
	M. Sukho Piromnan, Premier Secrétaire Ambassade, Nairobi
	M. Ittiporn Boonprarong, Troisième Secrétaire Ambassade, Nairobi
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. Oleg Oserov Ministère des affaires étrangères

/...

Yémen démocratique	M. Ali Atef Ambassade, Nairobi
Yougoslavie	M. Ilija Popovic, Conseiller Ambassade, Nairobi
Zaïre	M. Kalombo Tshibadi Ambassade, Nairobi
Zambie	M. Harry K. Mutumba Haut Commissariat, Nairobi
Zimbabwe	M. Thomas Matutu Haut Commissariat, Nairobi

Etats Membres représentés par des observateurs

Argentine	M. Manuel A. Fernandez Deuxième Secrétaire Ambassade, Nairobi
Chili	M. Pedro Oyarce Chargé d'affaires Ambassade, Nairobi M. Hector Faundez Ambassade, Nairobi
Colombie	M. Miguel Angel Rengifo Ambassadeur, Nairobi M. Gabriel Gonzalez Deuxième Secrétaire Ambassade, Nairobi
Espagne	S. E. M. Mariano Baselga Mantecon Ambassadeur, Nairobi
Grèce	S. E. M. Alexandre Afenduli Ambassadeur, Nairobi M. Photi Yannopoulos Ambassade, Nairobi
Mexique	M. Hector Raul Acosta Ambassade, Nairobi
Venezuela	M. Oscar A. Aguilar-Pardo Premier Secrétaire Ambassade, Nairobi

Etat non membre représenté par des observateurs

République de Corée	M. Dong-Jin Choi Ambassadeur, Nairobi
	M. Tae-Sook Park Conseiller Ambassade, Nairobi

Organes de l'Organisation des Nations Unies

Conseil des Nations Unies pour la Namibie

M. Noel G. Sinclair (Guyana)

Comité spécial contre l'apartheid

M. Abdelmarmoud Mohamed (Soudan)

Programmes et institutions spécialisées des Nations Unies

Centre des Nations Unies pour les établissements humains
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organisations intergouvernementales

Ligue des Etats arabes	M. Mahmoud Shareef Mahmoud Chef de la Mission, Nairobi
	M. M. Khogaly Bureau de Nairobi
	M. S. Hamdoun Bureau de Nairobi
	M. E. Kenyi Bureau de Nairobi
Organisation de l'unité africaine	M. Abdillahi Ali Dualeh Chef de la section des affaires politiques générales
Organisation de la Conférence islamique	M. Nabil Maarouf Directeur de la division chargée des affaires de la Palestine et de Jérusalem

Mouvements de libération nationale

Organisation de libération
de la Palestine

M. K. Abdul Rahman
Ambassadeur, Nairobi

M. Sofian Al-Khaldi
Ambassade, Nairobi
